

été abandonnées ?

R.—Oui; et vers la fin de la session c'était l'impression générale sur la question de la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Q.—M. McMullen doit avoir su cela à cette époque ?

R.—Il doit l'avoir su; mais il n'est pas à ma connaissance qu'il l'ait appris.

Q.—Vous dites que relativement à la dépense d'argent dans les élections de Montréal, vous faisiez partie du comité de la division ouest ?

Q.—Oui.

R.—Vous ne savez pas personnellement quelle a été la dépense dans Montréal-Est ?

Q.—Je ne le sais pas. Je pense qu'elle a été très-considérable.

R.—Vous dites que le plus fort item de la dépense a été le paiement des cabaleurs ?

R.—Oui, le paiement des cabaleurs soldés. C'est là une ligne de conduite suivie par les deux partis.

Q.—Les deux partis avaient des agents payés ?

R.—Oui.

Q.—En dehors des autres dépenses, cette dépense particulière a-t-elle été considérable dans l'élection de Sir George Cartier.

R.—Cette dépense a dû être considérable, vu le nombre de cabaleurs payés.

Je ne puis fixer aucun estimé du montant; mais à en juger par le montant total des dépenses, ce devait être plusieurs milliers de piastres.

Q.—Avez-vous appris qu'une somme de \$25,000 a été souscrite par les partisans de M. Jetté pour le succès de son élection ?

R.—Je n'ai rien appris à ce sujet autrement que par les rumeurs courantes.

A cette époque, une somme considérable a été souscrite et j'ai compris que c'était \$25,000.

Q.—Pour aider M. Jetté à vaincre Sir George Cartier ?

R.—Oui.

Q.—Savez-vous si par quelques moyens secrets, une grande partie de l'argent de Sir George a passé aux mains de ses adversaires ?

R.—Telle était l'impression dans le temps, il n'y a pas de doute que nous ayons été vendus. Des hommes qui avaient travaillé pour nous ont été surpris au jour de l'élection à travailler pour le parti opposé.

Il en était ainsi pour les divisions est et ouest. Je ne sais pas si nos adversaires avaient renchéri sur nous, toujours est-il que le jour de l'élection ces hommes ont été surpris dans le camp opposé.

Q.—Vous avez lu les lettres de M. McMullen; lettres dans lesquelles il accuse le gouvernement comme entaché de corruption, et de fait tout le monde ?

R.—Oui.

Q.—Je pense qu'il vous a compris dans le nombre ?

R.—Oui, en effet.

Q.—Seriez-vous assez bon avec la permission de la cour, de faire connaître d'une manière précise vos relations avec Sir Hugh Allan, et aussi quelles étaient ses relations avec votre journal ?

R.—Le droit de propriété de la *Gazette* a été acheté de Sir Hugh Allan et M. Brydges par T. et R. White pour notre société, en 1870. Le roulant du bureau nous été loué, d'après cette entente ou d'après la condition qu'après une dépense d'un certain montant, sous forme de salaires, les profits seraient partagés, et que nous aurions le droit de devenir propriétaires dans l'espace de dix ans, moyennant une somme de \$30,000. Les documents ont été réigés à la demande de M. Byrdges, au nom de Sir Hugh Allan; de là datent tout d'abord nos relations avec Sir Hugh Allan plutôt qu'avec M. Brydges. Après un certain laps de temps, nous devinmes désireux de parachever l'achat en nous appuyant sur les conventions réglées, et nous nous adressâmes à M. Abbott, qui avait projeté les documents en premier lieu, ou plutôt les avait révisés une fois qu'ils eurent été projetés par un notaire.

Nous nous adressâmes à lui pour régler l'affaire avec Sir Hugh Allan.

Sir Hugh Allan était tout à fait disposé, mais il jugeait expédient pour lui de recevoir un paiement comptant; ce qui ne nous convenait pas alors. Durant le cours de ces